

La politique climatique en carton d'Amazon

PAR MICKAËL CORREIA

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2021



Le centre de distribution Amazon de Saran (Loiret), 26 octobre 2018. © GUILLAUME SOUVANT / AFP

Le géant du commerce en ligne communique en grande pompe sur ses engagements climatiques à l'horizon 2040. Mais le bilan carbone publié chaque année par Amazon est largement sous-estimé. Les émissions de gaz à effet de serre du groupe sont en pleine explosion, entre autres à cause de son développement massif du très polluant fret aérien.

Le 1^{er} novembre dernier, au centre de conférence de la **COP26** à Glasgow en Écosse, Emmanuel Macron accueillait à bras ouverts le multimilliardaire Jeff Bezos. Le fondateur d'Amazon est venu spécialement – en jet privé – à la conférence des Nations unies sur le changement climatique pour annoncer le versement d'un milliard de dollars à la Grande Muraille verte. Ce projet de reforestation, ardemment défendu par le chef de l'État français, traverse onze pays sahéliens pour lutter contre les effets des dérèglements climatiques en Afrique.

Planter des arbres pour sauver le climat, Amazon y croit dur comme fer. Dans le cadre de sa **politique climatique**, le géant du commerce en ligne a créé en 2019 un fonds de 100 millions de dollars consacré à la restauration et à la conservation des forêts afin d'absorber les émissions industrielles de CO₂.

En Europe, Amazon vient ainsi de donner 2 millions d'euros pour planter une vingtaine de millions d'arbres dans les principales métropoles italiennes.

La firme met toutefois sous le tapis le fait qu'en moyenne, un arbre met dix ans à piéger environ 100 kg de CO₂. À l'heure où les émissions de gaz à effet de serre doivent être divisées par deux d'ici 2030 pour contenir le chaos climatique, Amazon devrait, rien que pour capter les tonnes de carbone qu'il considère être ses rejets annuels, planter 600 millions d'arbres..., qui n'absorbent ces émissions que dans dix ans.

« *Solutionner le problème posé par les émissions de gaz à effet de serre par la plantation d'arbres relève tout simplement du mirage* », alertaient les Amis de la Terre, Attac et l'union syndicale Solidaires dans un **rapport** sur Amazon co-publié fin 2019.

Un autre « fonds vert » a été lancé en fanfare en 2020 par la plateforme : le **Climate Pledge Fund**. Ce programme d'investissement a été doté de 2 milliards de dollars pour soutenir « *le développement de technologies et de services durables et décarbonés* ».

Bien loin d'orienter ses capitaux vers la réduction de ses propres rejets de gaz à effet de serre, Amazon a pour le moment appuyé grâce à ce fonds une dizaine de start-up qui développent surtout le *greenwashing* (écoblanchiment), ces dernières produisant pêle-mêle du « *béton à faible teneur en carbone* » (**CarbonCure**), des crédits carbone *via* des projets de reforestation dans les pays du Sud (**Pachama**) ou encore du « *diesel ultra bas carbone* » (**Infinium**).

Un bilan carbone sous-évalué

Sous pression des syndicats américains, Amazon **publie** depuis 2019 des chiffres sur sa propre empreinte carbone. En 2020, la multinationale aurait régurgité dans les cieux 60 millions de tonnes de CO₂ – soit l'équivalent des émissions annuelles du Portugal. Une augmentation de ses rejets de gaz à effet de serre de 19 % par rapport à l'année précédente et de 37 % par rapport à 2018.

Mais Amazon l'assure : malgré ces mauvais résultats, le groupe atteindra dès 2040 la neutralité carbone. Ses **engagements climatiques** fixent pour objectif d'alimenter 100 % de ses activités en énergies

renouvelables d'ici 2025. Et depuis début 2021, Amazon se targue même d'être devenu le premier acheteur privé d'énergies renouvelables au monde.



Le centre de distribution Amazon de Saran (Loiret),
26 octobre 2018. © GUILLAUME SOUVANT / AFP

« Le bilan carbone de 60 millions de tonnes de CO₂ en 2020 est très inférieur à la réalité économique d'Amazon, signale à Mediapart Alma Dufour, des Amis de la Terre. Amazon ne s'affiche que comme une plateforme de mise en relation et ne prend pas en compte les émissions de l'ensemble des produits qu'elle propose sur son site. En extrapolant les chiffres que la firme daigne communiquer sursamarque propre et qui représentent 1 % des produits vendus, nous sommes plutôt proches des 1,6 milliard de tonnes de CO₂ émis chaque année... » Soit trois fois et demie ce que rejette la France par an.

En 2018, Amazon a vendu et livré 15 milliards de biens, fabriqués massivement dans des pays asiatiques comme l'Inde, le Vietnam, le Bangladesh ou la Chine, aux économies encore très dépendantes du charbon – dont la combustion est la première contributrice du réchauffement global.

De plus, le colosse du commerce en ligne est un leader mondial de la vente de textile et de matériel électronique, des produits de consommation particulièrement climaticides.

En France, Amazon est le premier distributeur en ligne de vêtements et le deuxième vendeur d'électronique. Or la fabrication et le transport des biens textiles et électroniques incarnent **près du quart** des émissions de gaz à effet de serre des Français. Pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C d'ici 2030 en France, **il faudrait réduire** par dix la mise sur le marché de vêtements et par trois celle des appareils électroniques.

« La fabrication des produits représente 80% des émissions du secteur du commerce, détaille Alma Dufour. Les prix cassés proposés par Amazon, notamment dans l'électronique et le textile, provoquent l'augmentation des achats, voire la surconsommation de ce type de biens nocifs pour le climat. À cela, il faut ajouter le gaspillage considérable qu'occasionnent les pratiques du e-commerce. Chaque année, 3 millions de produits neufs sont détruits par Amazon en France. »

Un fret aérien qui décolle

Au printemps dernier, Ronan Bolé, directeur d'Amazon Logistics en France, se félicitait: « Aujourd'hui, nous sommes en mesure de livrer les deux tiers des commandes de nos clients parisiens grâce à des modes de livraison à zéro émission carbone [véhicules électriques, vélos et livraison à pied – ndlr]. »

Toujours dans le cadre de sa politique climatique, Amazon veut atteindre zéro émission nette pour la moitié de ses transports de colis d'ici à 2030. La multinationale se vante de déployer d'ici à dix ans 100 000 camionnettes électriques de livraison.

Toutefois, cette flotte constitue à peine 10 % des utilitaires qu'elle utilise chaque jour dans le monde pour acheminer ses produits. Et ces voitures électriques ne concernent que la dernière partie des émissions liées au transport – soit le trajet entre la plateforme logistique et le client final – et non les transports nécessaires pour acheminer les produits depuis l'Asie jusqu'aux ports ou aéroports des pays du Nord, puis jusqu'aux entrepôts de stockage.

Par ailleurs, le fret aérien est en pleine explosion au sein de la vaste machinerie logistique d'Amazon. Pour exemple, rien qu'en 2019, le champion du commerce en ligne a opéré 110 vols intérieurs par jour aux États-Unis et 20 en Europe. Pour cette année-là, le transport aérien américain de produits Amazon a **bondi** de près de 30 % par rapport à 2018. Un boom lié à l'offre Amazon Prime, qui garantit au client une livraison en un jour gratuite.

Amazon a été jusqu'à acheter en janvier dernier, pour sa propre compagnie aérienne de fret Amazon Air, 11 gros-porteurs Boeing 767. Au total, avec les avions qu'Amazon loue, sa flotte comptabilise actuellement 80 aéronefs. Elle devrait atteindre **200 avions** en 2028.

Cette politique de croissance du transport par avion est en totale contradiction avec la volonté d'Amazon de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2040. Le fret aérien **représente** de loin le mode de transport de marchandises le plus polluant : il est neuf fois plus émetteur de CO₂ que le transport routier et cinquante fois plus qu'un porte-conteneurs.

Fin 2020, Amazon a ouvert une plateforme géante de fret aérien à l'aéroport de Leipzig, en Allemagne, afin de livrer toujours plus rapidement ses colis. Et outre-Atlantique, un nouvel Amazon Air Hub situé sur l'aéroport de Cincinnati (Kentucky) vient d'être lancé cette année avec une armada de douze avions-cargos, le tout pour un investissement de 1,5 milliard de dollars. Soit 50% de plus que ce qu'a octroyé Jeff Bezos pour la Grande Muraille verte lors de la COP26.

Le 5 octobre dernier, le patron de DHL John Pearson inaugurerait une nouvelle plateforme de fret à l'aéroport de Roissy. Leader mondial du transport aérien opérant pour le géant américain de la vente en ligne, le dirigeant **confiait** : « *Je remercie Dieu qu'il y ait Amazon.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.